



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 10 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
32

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

- N. 1126. Περί κυρώσεως τῆς εἰς Παρισίους τὴν 23ην
Νοεμβρίου 1972 ὑπογραφείσης Διεθνoῦς Συμβάσεως
διὰ τὴν προστασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς
καὶ Φυσικῆς κληρονομίας. 1
- N. 1127. Περί κυρώσεως τῆς εἰς Λονδίνον τὴν 6ην Μαΐου
1969 ὑπογραφείσης Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως διὰ τὴν
προστασίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας. ... 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1126

*Περί κυρώσεως τῆς εἰς Παρισίους τὴν 23ην Νοεμβρίου
1972 ὑπογραφείσης Διεθνoῦς Συμβάσεως διὰ τὴν προ-
στασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς
κληρονομίας.*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Παρισίους τὴν 23ην
Νοεμβρίου 1972 ὑπογραφείσα Διεθνῆς Σύμβασις διὰ τὴν προ-
στασίαν τῆς Παγκοσμίου Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς κληρο-
νομίας τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλ-
λικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει
ὡς ἀκολουθῶς:

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

Constatant que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables,

Considérant que la dégradation ou la disparition d'un bien patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde,

Considérant que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder,

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet,

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent.

Considérant que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière,

Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'Etat intéressé la complètera efficacement,

Considérant qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organise d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes.

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale,

Adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

I. DEFINITIONS DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 1

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine» culturel.

les monuments : oeuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle

exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science.,

les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science,

les sites : oeuvres de l'homme ou oeuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

Article 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme «patrimoine naturel» :

les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,

les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,

les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

Article 3

Il appartient à chaque Etat partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

II. PROTECTION NATIONALE ET PROTECTION INTERNATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Article 4

Chacun des Etats parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique et technique.

Article 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les Etats parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible :

(a) d'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes des planification générale ;

(b) d'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent ;

(c) de développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un Etat de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel ;

(d) de prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine ; et

(e) de favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

Article 6

1. En respectant pleinement la souveraineté des Etats sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévue par la législation nationale sur ledit patrimoine, les Etats parties à la présente convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2. Les Etats parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si l'Etat sur le territoire duquel il est situé le demande.

3. Chacun des Etats parties à la présente convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres Etats parties à cette convention.

Article 7

Aux fins de la présente convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les Etats parties à la convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

III. COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 8

1. Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, un Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé «le Comité du patrimoine mondial». Il est composé de 15 Etats parties à la convention, élus par les Etats parties à la convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des Etats membres du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente convention pour au moins 40 Etats.

2. L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3. Assistent aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des Etats parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

Article 9

1. Les Etats membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2. Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3. Les Etats membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

Article 10

1. Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2. Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3. Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

Article 11

1. Chacun des Etats parties à la présente convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2. Sur la base des inventaires soumis par les Etats en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de «liste du patrimoine mondial», une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont définis aux articles 1 et 2 de la présente convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3. L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs Etats ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4. Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de «liste du patrimoine mondial en péril», une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels des grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5. Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6. Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7. Le Comité, avec l'accord des Etats intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

Article 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

Article 13

1. Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les Etats parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2. Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3. Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant, la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4. Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine

mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des Etats sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5. Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6. Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7. Le Comité coopère avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en oeuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

Article 14

1. Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

IV. FONDS POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL CULTUREL ET NATUREL

Article 15

1. Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé «Le Fonds du patrimoine mondial».

2. Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

(a) les contributions obligatoires et les contributions volontaires des Etats parties à la présente convention ;

(b) les versements, dons ou legs que pourront faire :

(i) d'autres Etats,

(ii) l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d' autres organisations intergouvernementales,

(iii) des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(c) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(d) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds et

(e) toutes autres ressources autorisées par le règlement qu' élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4. Les contributions au Fonds et les autres formes d' assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu' aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu' à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en oeuvre de ce programme ou l' exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d' aucune condition politique.

Article 16

1. Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les Etats parties à la présente convention s' engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les Etats, sera décidé par l' assemblée générale des Etats parties à la convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Cette décision de l' assemblée générale requiert la majorité des Etats parties présents et votants qui n' ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des Etats parties à la convention ne pourra dépasser 1 % de sa contribution au budget ordinaire de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture.

2. Toutefois, tout Etat visé à l' article 32 de la présente convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d' acceptation ou d' adhésion, déclarer qu' il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe (1) du présent article.

3. Un Etat partie à la convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe (2) du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n' aura d' effet sur la contribution obligatoire due par cet Etat qu' à partir de la date de l' assemblée générale des Etats parties qui suivra.

4. Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d' une manière efficace, les contributions des Etats parties à la présente convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux contributions qu' ils auraient dû verser s' ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Tout Etat partie à la convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire et ce qui concerne l' année en cours et l' année civile qui l' a immédiatement précédée, n' est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s' appliquant pas lors de la pre-

mière élection. Le mandat d' un tel Etat qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l' article 8, paragraphe 1, de la présente convention.

Article 17

Les Etats parties à la présente convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d' associations nationales publiques et privées ayant pour but d' encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

Article 18

Les Etats parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

V. CONDITIONS ET MODALITÉS DE L' ASSISTANCE INTERNATIONALE

Article 19

Tout Etat partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d' information et les documents prévus à l' article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

Article 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l' article 13 de l' alinea (c) de l' article 22, et de l' article 23, l' assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu' à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l' une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l' article 11.

Article 21

1. Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d' examen des demandes d' assistance internationale qu' il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l' opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l' Etat demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent chaque fois que possible, s' appuyer sur l' avis d' experts.

2. En raison des travaux qu' il peut y avoir lieu d' entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d' urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d' un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3. Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu' il juge nécessaires.

Article 22

L' assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes :

(a) études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention ;

(b) mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du projet approuvé ;

(c) formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel ;

(d) fourniture de l'équipement que l'Etat intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquiescer ;

(e) prêts à faible intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme ;

(f) octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

Article 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

Article 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique, détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'Etat intéressé.

Article 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'Etat qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

Article 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'Etat bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente convention. Il incombe à l'Etat qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

VI. PROGRAMMES EDUCATIFS

Article 27

1. Les Etats parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2. Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

Article 28

Les Etats parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

VII. RAPPORTS

Article 29

1. Les Etats parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2. Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3. Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. CLAUSES FINALES

Article 30

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

Article 31

1. La présente Convention sera soumise à la ratification des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 32

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Article 33

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre Etat trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 34

Les dispositions ci-après s'appliquent aux Etats parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire :

(a) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en oeuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Etats parties qui ne sont pas des Etats fédératifs;

(b) en ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des Etats, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des Etats, pays, provinces ou cantons.

Article 35

1. Chacun des Etats parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2. La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par l'Etat dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

Article 36

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats membres de l'Organisation, les Etats non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

Article 37

1. La présente convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion, à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

Article 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce vingt-troisième jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du président de la Conférence générale, réunie en sa dix-septième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les Etats visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΗΣ ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΥ ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗΣ ΚΑΙ ΦΥΣΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

Ἡ Γενική Διάταξις τῆς Ὁργάνωσης τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν ἐκπαίδευσιν, τὴν ἐπιστήμην καὶ τὴν μόρφωσιν, συνελθούσα ἐν Παρισίοις ἀπὸ 17ης Ὀκτωβρίου μέχρι 21ης Νοεμβρίου 1972, κατὰ τὴν δεκάτην ἐδδόμην σύνοδόν της,

Ἰσχυρίζεται ὅτι ἡ πολιτιστικὴ κληρονομία καὶ ἡ φυσικὴ κληρονομία ἀπειλοῦνται ὁλοκλήρως περισσότερον μὲ καταστροφὴν ὅχι μόνον ἀπὸ τὰς συνήθεις αἰτίας φθορᾶς ἀλλὰ καὶ ἀπὸ τὴν ἐξέλιξιν τῆς κοινωνικῆς καὶ οἰκονομικῆς ζωῆς, ἡ ὁποία ἐπιδεινώνει τὴν κατάστασιν μὲ φαινόμενα ἀπειλοῦντα ἔτι πλέον μὲ ἀλλοιώσεις καὶ καταστροφάς,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ φθορὰ ἢ ἡ ἐξαφάνισις ἀγαθοῦ τινος τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας καθιστᾷ ὀλεθρίως πτωχότεραν τὴν κληρονομίαν ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου,

Θεωροῦσα ὅτι ἡ προστασία τῆς ἐν λόγω κληρονομίας εἰς τὴν ἐθνικὴν ἐκδομὴν παραμένει συχνὰ ἀτέλής λόγω τῆς πολυπλοπότητος τῶν μέσων τὰ ὁποῖα ἀπαιτεῖ καὶ τῆς ἀνεπαρκείας τῶν οἰκονομικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν πόρων τῆς χώρας εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ὁποίας εὐρίσκεται τὸ πρὸς διαφύλαξιν ἀγαθόν,

Υπομνησκούσα ὅτι ἡ συστατικὴ πρᾶξις τῆς Ὁργάνωσης προβλέπει ὅτι αὕτη θὰ ὑποστηρίξῃ, προαγάγῃ καὶ διαδώσῃ τὴν γνῶσιν, ἐξαρτάλλίζουσα τὴν συντήρησιν καὶ τὴν προστασίαν τῆς παγκοσμίου κληρονομίας καὶ συνιστῶσα εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους λαοὺς καταλλήλους διεθνεῖς συμβάσεις,

Θεωροῦσα ὅτι αἱ ὑφιστάμεναι διεθνεῖς συμβάσεις, συστάσεις καὶ ἀποφάσεις περὶ τῶν πολιτιστικῶν καὶ φυσικῶν ἀγαθῶν καταδεικνύουν τὴν σημασίαν, δι' ὅλους τοὺς λαοὺς τοῦ κόσμου, τῆς διαφυλάξεως τῶν ἐν λόγω μοναδικῶν καὶ ἀναντικαταστάτων ἀγαθῶν εἰς οἰονδήποτε λαὸν καὶ ἂν ταῦτα ἀνήκουν,

Θεωροῦσα ὅτι ὠριμένα ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας παρουσιάζουν ἐξαιρετικὸν ἐνδιαφέρον ὅπερ καθιστᾷ ἀναγκαίαν τὴν περιφρουρήσιν των ὡς στοιχείον τῆς παγκοσμίου κληρονομίας ὁλοκλήρου τῆς ἀνθρωπότητος,

Θεωροῦσα ὅτι ἐνώπιον τῆς πολυπλοπότητος καὶ σοβαρότητος τῶν νέων κινδύνων οἱ ὁποῖοι τὰ ἀπειλοῦν, ἡ διεθνὴς κοινότης, ἐν τῇ συνόλῳ της, ὀφείλει νὰ μετᾷσῃ εἰς τὴν προστασίαν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας, διὰ τῆς παροχῆς συλλογικῆς ἀρωγῆς ἢ ὁποῖα χωρὶς νὰ ὑποκαθιστᾷ τὴν δράσιν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους θὰ τὴν συμπληρώσῃ ἀποτελεσματικᾶς,

Θεωροῦσα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ υἱοθετηθῶν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν νέαι συμβατικαὶ διατάξεις καθιερούσαι ἀποτελεσματικὸν σύστημα συλλογικῆς προστασίας τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας ὀργανούμενον ἐπὶ μονίμου ἐδάτους καὶ συμφώνως πρὸς τὰς συγχρόνους ἐπιστημονικὰς μεθόδους,

Ἐγούσα ἀποφασίζει κατὰ τὴν δεκάτην ἑκτὴν σύνοδόν της ὅτι τὸ θέμα αὐτὸ θὰ ἀπετέλει τὸ ἀντικείμενον διεθνούς Συμβάσεως.

Υἱοθετεῖ, σήμερον δεκάτην ἑκτὴν Νοεμβρίου 1972 τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

I. Ὅριτοι τῆς Πολιτιστικῆς καὶ Φυσικῆς Κληρονομίας.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως θεωροῦνται ὡς «πολιτιστικὴ κληρονομία»,

μνημεῖα: ἀρχιτεκτονικὰ ἔργα, σημαντικὰ ἔργα γλυπτικῆς καὶ ζωγραφικῆς, ἔργα ἢ κατασκευαὶ ἀρχαιολογικοῦ χαρακτήρος, ἐπιγραφαί, σπήλαια καὶ σύνολα ἔργων παγκοσμίου ἀξίας ἀπὸ τῆς ἀπόψεως τῆς ιστορίας, τῆς τέχνης ἢ τῆς ἐπιστήμης,

σύνολα οἰκοδομημάτων: ὁμάδες κτιρίων μεμονωμένων ἢ ἐνοτήτων (οἰκισμῶν) τὰ ὁποῖα, λόγω τῆς ἀρχιτεκτονικῆς των,

της ομοιογενείας των ή της θύσεως των, έχουν παγκόσμιον αξίαν από της απόψεως της ιστορίας, της τέχνης ή της επιστήμης.

τοπία: έργα του ανθρώπου ή συνδυασμός έργων του ανθρώπου και της φύσεως, καθώς και εκτάσεις περιλαμβανομένων και των αρχαιολογικών χώρων οι οποίοι έχουν παγκόσμιον αξίαν από απόψεως ιστορικής, αίσθητικής, εθνολογικής και ανθρωπολογικής.

“Αρθρον 2.

Διά τους σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως θεωρούνται ως «φυσική κληρονομία»

φυσικά μνημεία αποτελούμενα από φυσικούς ή βιολογικούς σχηματισμούς ή από ομάδας τοιούτων σχηματισμών παγκοσμίου αξίας από απόψεως αίσθητικής ή επιστημονικής,

γεωλογικοί και φυσιολογικοί σχηματισμοί και ακριβώς καθωρισμένοι εκτάσεις αποτελούσαι την κατοικίαν απειλούμενων ζώων και φυτικών ειδών, παγκοσμίου αξίας από απόψεως επιστήμης ή ανάγκης διατηρήσεως,

φυσικά τοπία ή ακριβώς καθωρισμένοι φυσικά εκτάσεις παγκοσμίου αξίας από απόψεως επιστήμης, ανάγκης διατηρήσεως ή φυσικού κάλλους.

“Αρθρον 3.

“Εκαστον Κράτος Μέλος της παρούσης Συμβάσεως οφείλει να προσδιορίση και απεικονίση τα διάφορα αγαθά τα οποία κείνται επί του εδάφους του και αναφέρονται εις τα άρθρα 1 και 2.

II. Εθνική προστασία και διεθνής προστασία της Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομίας.

“Αρθρον 4.

“Εκαστον των Κρατών Μελών της παρούσης Συμβάσεως αναγνωρίζει ότι ή υποχρέωσις όπως πραγματοποιηθῇ ὁ προσδιορισμός, ή προστασία, ή συντήρησις, ή αξιοποίησις και ή μεταβίβασις εις τὰς μελλούσας γενεάς της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας της αναφερομένης εις τὰ άρθρα 1 και 2 και κειμένης επί του εδάφους του ανήκει εις αὐτό κατὰ κύριον λόγον. Θά κἀν η,τι εἶναι δυνατόν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, μέχρι τοῦ μεγίστου ὁρίου τῶν διαθεσίμων πόρων του καί, ἐνδεχομένως, μέτῳ οἰαδήποτε διεθνούς συνδρομῆς και συνεργασίας, τὰς οποίας δύναται νὰ ἐπιτύχῃ, συγκεκριμένως ἐπὶ οἰκονομικοῦ, καλλιτεχνικοῦ, ἐπιστημονικοῦ και τεχνικοῦ πεδίου.

“Αρθρον 5.

Διά νὰ ἐξασφαλισθῇ ή κατὰ τὸ δυνατόν ἀποτελεσματικώτερα προστασία και συντήρησις και ή πλέον θραστήρια αξιοποίησις της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας της κειμένης ἐπὶ τοῦ εδάφους των και ὑπὸ τὰς καταλλήλους δι' ἐκάστην χώραν συνθήκας, τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως θὰ προσπαθῶσιν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατόυ:

α) νὰ υἱοθετήσουν γενικήν πολιτικήν ἀποσκοποῦσαν εις τὸ νὰ δώσουν εις τὴν πολιτιστικήν και φυσικήν κληρονομίαν λειτουργικότητά τινα εις τὰ πλαίσια της κοινωνικής ζωῆς και νὰ ἐντάξουν τὴν προστασίαν της ἐν λόγῳ κληρονομίας εις τὰ σχέδια γενικοῦ προγραμματισμοῦ,

β) νὰ ἱδρῶσιν ἐπὶ τοῦ εδάφους των, ἐφ' ὅσον δὲν ὑφίστανται, μίαν ή περισσοτέρας ὑπηρεσίας, διὰ τὴν προστασίαν, συντήρησιν και αξιοποίησιν της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας, ἐφωδισμένους με κατάλληλον προσωπικὸν και διαθέτουσας μέτῳ ἐπιτρέποντα νὰ ἐκπληρώσουν τὰ καθήκοντα τὰ οποία ἀνατίθενται εις αὐτάς,

γ) νὰ ἀναπτύξουν τὰς μελέτας και τὰς ἐπιστημονικάς και τεχνικάς ἐρεῦνας και νὰ τελειοποιήσουν τὰς μεθόδους παρεμβάσεως αἱ οποῖαι ἐπιτρέπουν εις ἐν Κράτος νὰ ἀντιμετωπίσῃ τοὺς κινδύνους πού ἀπειλοῦν τὴν πολιτιστικήν και φυσικήν του κληρονομίαν.

δ) νὰ λάβουν τὰ κατάλληλα νομικά, ἐπιστημονικά, τεχνικά, διοικητικά και οἰκονομικά μέτρα διὰ τὸν προσδιορισμόν, προστασίαν, συντήρησιν, αξιοποίησιν και ἐπανόρθωσιν της ἐν λόγῳ κληρονομίας και

ε) νὰ διευκολύνουν τὴν δημιουργίαν και τὴν ἀνάπτυξιν ἐθνικῶν ή περιφερειακῶν κέντρων ἐκπαιδεύσεως εις τὸ πεδίον της προστασίας, συντηρήσεως και αξιοποιήσεως της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας και νὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἐπιστημονικήν ἐρευναν εις τὸ ἐν λόγῳ πεδίου.

“Αρθρον 6.

1. Παραμενούσης πλήρως σεβαστῆς της κυριαρχίας τῶν Κρατῶν ἐπὶ τοῦ εδάφους τῶν ὁποίων κείται ή πολιτιστική και φυσική κληρονομία ή ἀναφερομένη εις τὰ άρθρα 1 και 2 και ἐπιφυλασσομένων τῶν ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων τῶν προβλεπόμενων ὑπὸ της ἐθνικῆς νομοθεσίας ἐπὶ της ρηθείσεως κληρονομίας, τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως ἀναγνωρίζουν ὅτι αὕτη ἀποτελεῖ παγκόσμιον κληρονομίαν εις τὴν προστασίαν της οποίας ἀπαται ή διεθνῆς κοινότης ἔχει τὸ καθήκον νὰ συμπράττῃ.

2. Τὰ Κράτη Μέλη ἀναλαμβάνουν συνεπῶς τὴν ὑποχρέωσιν και συμφῶνως πρὸς τὰς διατάξεις της παρούσης Συμβάσεως νὰ εἰσφέρουν τὴν συνδρομήν των διὰ τὸν προσδιορισμόν, προστασίαν, συντήρησιν και αξιοποίησιν της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας της ἀναφερομένης εις τὰς παραγράφους 2 και 4 τοῦ άρθρου 11 ἐάν τὰ Κράτη ἐπὶ τοῦ εδάφους τῶν ὁποίων κείται αὕτη τὸ ζητήσουν.

3. “Εκαστον τῶν Κρατῶν Μελῶν της παρούσης Συμβάσεως ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ λάθῃ ήθελημένως οἰονδήποτε μέτρον δυνάμενον νὰ παραβλάψῃ ἀμέσως ή ἐμμέσως τὴν πολιτιστικήν και φυσικήν κληρονομίαν τὴν ἀναφερομένην εις τὰ άρθρα 1 και 2 τὴν κειμένην ἐπὶ τοῦ εδάφους ἐτέρων Κρατῶν Μελῶν της παρούσης Συμβάσεως.

“Αρθρον 7.

Διά τους σκοπούς της παρούσης Συμβάσεως, διὰ τοῦ ὅρου διεθνῆς προστασία της παγκοσμίου πολιτιστικής και φυσικής κληρονομίας νοεῖται ή καθιέρωσις συστήματος διεθνούς συμπεριφορῆς και συνδρομῆς με τὰς οποίας ἐπιδιώκεται νὰ βοηθηθοῦν τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως εις τὰς προσπάθειάς αὐς ἀναπτύσσων διὰ νὰ περιφρουρήσουν και προσδιορίσουν τὴν ἐν λόγῳ κληρονομίαν.

III. Διακυβερνητική Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Προστασίαν της Παγκοσμίου Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομίας.

“Αρθρον 8.

1. Ἰδρύεται παρὰ τῇ Ὁργανώσει τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην και τὴν Μόρφωσιν Διακυβερνητική Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν Προστασίαν της Παγκοσμίου Ἀξίας Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομίας ἀποκαλούμενη «Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομίας». Αὕτη ἀπαρτίζεται ἐκ 15 Κρατῶν Μελῶν της Συμβάσεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν της Συμβάσεως, συνεργχομένων εις γενικήν συνέλευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τακτικῶν συνόδων της Γενικῆς Διασκεύσεως της Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην και τὴν Μόρφωσιν. Ὁ ἀριθμὸς τῶν Κρατῶν Μελῶν της Ἐπιτροπῆς θὰ ἀνέλθῃ εις 21 ἀρχῆς γενομένης ἀπὸ της τακτικῆς συνόδου της Γενικῆς Διασκεύσεως ἥτις θὰ ἔπεται της θύσεως ἐν ἰσχύι της παρούσης Συμβάσεως ἀπὸ 40 τοῦλάχιστον Κράτη.

2. Ἡ ἐκλογὴ τῶν μελῶν της Ἐπιτροπῆς πρέπει νὰ διασφαλίξῃ ἀκριβοδικαίαν ἐκπροσώπησιν τῶν διαφόρων περικοχῶν και πολιτιστικῶν ἀξιών τοῦ κόσμου.

3. Παρίστανται εις τὰς Συνεδριάσεις της Ἐπιτροπῆς με συμβουλευτικήν ψήφον εις ἐκπρόσωπος τοῦ Διεθνούς Κέντρου Μελετῶν διὰ τὴν Συντήρησιν και ἀποκατάστασιν τῶν Πολιτιστικῶν Ἀγαθῶν (Κέντρον Ρώμης), εις ἐκπρόσωπος τοῦ Διεθνούς Συμβουλίου Μνημείων και Τοπίων (ICOMOS) και εις ἐκπρόσωπος της Διεθνούς Ἐνώσεως διὰ τὴν Συντήρησιν της Φύσεως και τῶν Φυσικῶν Πόρων (IUCN), εις τοὺς ὁποίους δύνανται νὰ προστεθοῦν, τῇ αἰτήσῃ τῶν Κρατῶν Μελῶν της Συμβάσεως, συνεργχομένων εις γενικήν συνέλευσιν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τακτικῶν συνόδων της Γενικῆς Διασκεύσεως της Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἐκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην και τὴν Μόρφωσιν, ἐκπρόσωποι

άλλων διακυβερνητικών ή μη κυβερνητικών οργανώσεων, έχουσών παρομοίους αντικειμενικούς σκοπούς.

Άρθρον 9.

1. Η θητεία των Κρατών Μελών της Επιτροπής Παγκοσμίου Κληρονομιάς αρχεται από του τέλους της τακτικής συνόδου της Γενικής Διασκέψεως, κατά την διάρκεια της οποίας εξελέγησαν μέχρι του τέλους της επόμενης τρίτης τακτικής συνόδου της.

2. Έν τούτοις, ή θητεία του ενός τρίτου των κατά την πρώτην έκλογην όρισθέντων μελών θα τερματισθῇ κατά το τέλος της πρώτης τακτικής συνόδου της Γενικής Διασκέψεως ήτις έπεται εκείνης κατά την διάρκεια της οποίας εξελέγησαν και ή θητεία ενός επίσης τρίτου των κατά τον αυτόν χρόνον όρισθέντων μελών, θα τερματισθῇ κατά το τέλος της δευτέρας τακτικής συνόδου της Γενικής Διασκέψεως ήτις έπεται εκείνης κατά την διάρκεια της οποίας εξελέγησαν.

Τά όνόματα των έν λόγω μελών θα κληροῦνται υπό του Προέδρου της Γενικής Διασκέψεως μετά την πρώτην έκλογην.

3. Τά Κράτη Μέλη της Επιτροπής επιλέγουν διά την εκπροσώπησιν των πρόσωπα κατέχοντα τά θέματα της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς.

Άρθρον 10.

1. Η Επιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομιάς έχρηνει τον έσωτερικόν της κανονισμόν.

2. Η Επιτροπή δύναται ανά πάσαν στιγμήν να προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνεδριάσεις της δημοσίους ή ιδιωτικούς οργανισμούς καθώς και ιδιώτας, διά να τούς συμβουλευθῇ επί ώρισμένων θεμάτων.

3. Η Επιτροπή δύναται να ιδρύτῃ τὰ συμβουλευτικά ὄργανα τὰ όποια θεωρεῖ αναγκαία διά την εκπλήρωσιν του έργου της.

Άρθρον 11.

1. Έκαστον των Κρατών Μελών της παρούσης Συμβάσεως υποβάλλει, έν τῷ μέτρῳ του δυνατόυ, εἰς την Έπιτροπήν Παγκοσμίου Κληρονομιάς απογραφήν των αγαθών της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς, των κειμένων επί του εδάφους του και δεκτικῶν έγγραφῆς εἰς τόν κατάλογον τόν προβλεπόμενον εἰς τήν παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου. Η απογραφή αὕτη, ή όποια δέν θεωρεῖται περιοριστική, πρέπει να συνοδεύεται από επεξηγηματικά στοιχεία ως πρὸς τόν τόπον των περί ὧν πρόκειται αγαθῶν και τὸ ενδιαφέρον τὸ όποῖον παρουσιάζουν.

2. Επί τη βάση των απογραφῶν των υποβαλλομένων υπό των Κρατῶν εἰς εκτέλεσιν της ανωτέρω παραγράφου 1, ή Έπιτροπή καταρτίζει, ενημερώνει και θέτει εἰς κυκλοφορίαν υπό τήν ονομασίαν «Κατάλογος Παγκοσμίου Κληρονομιάς», κατάλογον των αγαθῶν της πολιτιστικής κληρονομιάς και φυσικής κληρονομιάς, ως αὐται καθορίζονται εἰς τὰς παραγράφους 1 και 2 της παρούσης Συμβάσεως, τὰς όποίας θεωρεῖ ως έχουσας παγκόσμιον ἀξίαν συμφώνως πρὸς τὰ κριτήρια τὰ όποια θα ἔχῃ θεσπίσει. Ενημερωμένη έκδοσις του καταλόγου θα πρέπει να τίθεται εἰς κυκλοφορίαν ανά διετίαν τοῦλάχιστον.

3. Η έγγραφῇ αγαθοῦ τινος εἰς τόν κατάλογον της παγκοσμίου κληρονομιάς δέν θα λαμβάνῃ χώραν εἰμή με τήν συγκατάθεσιν του ενδιαφερομένου Κράτους. Η έγγραφῇ αγαθοῦ κειμένου επί εδάφους τινός και συνιστώμετος αντικείμενον διεκδικήσεως κυριαρχίας ή δικαιοδοσίας εκ μέρους περισσοτέρων Κρατῶν κατ' οὐδέν προδικάζει τὰ δικαιώματα των έν διενέξει μελῶν.

4. Η Έπιτροπή καταρτίζει, ενημερώνει και θέτει εἰς κυκλοφορίαν, όσάκις αἱ περιστάσεις τὸ απαιτοῦν, υπό τήν ονομασίαν «Κατάλογος της έν Κινδύνῳ Παγκοσμίου Κληρονομιάς», κατάλογον των αγαθῶν των αναγραφομένων εἰς τόν Κατάλογον Παγκοσμίου Κληρονομιάς διά τήν διαφύλαξιν των όποῖον απαιτοῦνται μεγάλα προσπάθειαι και διά τὰ όποια εἰρητική συνδρομή κατά τούς δρους της παρούσης Συμβάσεως. Ο κατάλογος αὗτος θα περιλαμβάνῃ εκτίμησιν του κόστους τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν. Εἰς τόν κατάλογον δύνανται να περιλη-

φθῶν μόνον τὰ αγαθὰ της πολιτιστικῆς και φυσικής κληρονομιάς τὰ όποια ἀπειλοῦνται ἀπὸ σοβαροῦς και συγκεκριμένους κινδύνους, ως εἶναι ή ἀπειλή εξαφανίσεως όφειλομένη εἰς επιταχυνομένην φθοράν, σχέδια μεγάλων δημοσίων ή ιδιωτικῶν έργων ή ταχέα πολεοδομική ή τουριστική ἀνάπτυξις κατάστροφή όφειλομένη εἰς μεταβολὰς χρησιμοποίησεως ή κυριότητος της γῆς· εἰσθεῖαι ἀλλοιώσεις όφειλόμεναι εἰς ἀγνώστους αἰτίας· ἐγκατάλειψις ἐξ οὐδενόποτε λόγων ἐνοπλοῦς σύγκρουσις ἀρξαμένη ήδη ή της όποίας ἀπειλεῖται ἐναρξίς· θεαμηνία και κατακλυσμοί· μεγάλοι πυρκαϊαί, σεισμοί, κατολισθήσεις εδάφους· ήρπισταικαί ἐκρήξεις· μεταβολαί της στάθμης των ὑδάτων, πλυμῦραι και παλιρροιακά ρεύματα. Η Έπιτροπή δύναται, ανά πάσαν στιγμήν, εἰς περίπτωσιν ἐπείγουσης ἀνάγκης, να προδῇ εἰς νέαν έγγραφῇν εἰς τόν Κατάλογον της έν Κινδύνῳ Παγκοσμίου Κληρονομιάς και να δημοσιεύσῃ αμέσως τήν έγγραφῇν αὕτην.

5. Η Έπιτροπή καθορίζει τὰ κριτήρια βάσει των όποιων αγαθόν τι της πολιτιστικῆς και φυσικής κληρονομιάς, δύναται να έγγραφῇ εἰς τόν ένα ή τόν ἄλλον εκ των καταλόγων των αναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 και 4 του παρόντος άρθρου.

6. Πρὶν ή ἀπορρίψη αἴτησιν έγγραφῆς εἰς τόν ένα εκ των δύο καταλόγων των αναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 και 4 του παρόντος άρθρου, ή Έπιτροπή συμβουλευεται τὸ Κράτος Μέλος εἰς τὸ ἔδαφος του όποῖου καίται τὸ περί οὗ πρόκειται αγαθόν της πολιτιστικῆς ή φυσικής κληρονομιάς.

7. Η Έπιτροπή, ἀπὸ συμφώνου με τὰ ενδιαφερόμενα Κράτη συντονίζει και ἐνθαρρύνει τὰς αναγκαίας μελέτας και ἐρεῦνας διά τήν κατάρτισιν των καταλόγων των αναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 και 4 του παρόντος άρθρου.

Άρθρον 12.

Τὸ γεγονός ότι αγαθόν τι της πολιτιστικῆς και φυσικής κληρονομιάς δέν ἐνεγράφη εἰς τόν ένα ή τόν ἄλλον εκ των δύο καταλόγων των αναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 και 4 του άρθρου 11 κατ' οὐδένα τρόπον θα ἐσημαίνειν ότι δέν ἔχει παγκόσμιον ἀξίαν διά σκοπούς διαφόρους εκείνων οι όποιοι προκύπτουν εκ της έγγραφῆς εἰς τούς έν λόγω καταλόγους.

Άρθρον 13.

1. Η Έπιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομιάς λαμβάνει και μελετᾷ τὰς αἰτήσεις διεθνούς συνδρομῆς τὰς υποβαλλομένας υπό των Κρατῶν Μελών της παρούσης Συμβάσεως όσον ἀφορᾷ τὰ αγαθὰ της πολιτιστικῆς και φυσικής κληρονομιάς τὰ εὑρισκόμενα εἰς τὸ ἔδαφός των, τὰ όποια ἀναγράφονται ή εἶναι δεκτικά έγγραφῆς εἰς τούς καταλόγους τούς αναφερομένους εἰς τὰς παραγράφους 2 και 4 του άρθρου 11. Αἱ αἰτήσεις αὗται δύνανται να ἔχουν ως ἀντικείμενον τήν προστασίαν, συντήρησιν, ἀξιοποίησιν ή ἐπανόρθωσιν των έν λόγω αγαθῶν.

2. Αἱ αἰτήσεις διεθνούς συνδρομῆς κατ' ἐφαρμογήν της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου δύνανται επίσης να ἔχουν ως ἀντικείμενον τόν προσδιορισμόν αγαθῶν της πολιτιστικῆς και φυσικής κληρονομιάς ως αὕτη όρίζεται εἰς τὰ άρθρα 1 και 2, όσάκις αἱ προκαταρκτικαί ἐρευναι κατέδειξαν ότι ἤξιζε να συνεχισθῶν.

3. Η Έπιτροπή ἀποφασίζει περί της συνεχείας, ή όποια θα δοθῇ εἰς τὰς αἰτήσεις αὐτάς, καθορίζει, ἐνδεχομένως, τήν φύσιν και τὸ ὕψος της βοήθειας της και ἐγκρίνει τήν συναψιν, ἐπ' ονόματί της, των απαιτούμενων συμφωνιῶν μετά της ενδιαφερομένης Κυβερνήσεως.

4. Η Έπιτροπή όρίζει σειράν προτεραιότητος διά τὰς παρεμβάσεις της. Πράττει δὲ τοῦτο λαμβάνουσαν υπ' ὄψιν τήν ἀντίστοιχον σπουδαιότητα των πρὸς διαφύλαξιν αγαθῶν διά τήν πολιτιστικὴν και φυσικὴν παγκόσμιον κληρονομίαν, τήν ἀνάγκην ὅπως ἐξασφαλισθῇ ή διεθνῆς συνδρομή εἰς τὰ πλέον ἀντιπροσωπευτικά αγαθὰ της φύσεως ή της μεγαλοφυίας και της ιστορίας των λαῶν του κόσμου και τὸ ἐπίγον των ἀναληφθησομένων ἐργασιῶν, τὸ μέγεθος των πόρων των Κρατῶν ἐπὶ του εδάφους των όποιων εὑρίσκονται τὰ ἀπειλούμενα αγαθὰ και ειδικώτερον τὸ μέτρον καθ' ὃ θα ἠδύναντο να ἐξα-

σφαλίσουν την διαρύλαξιν των εν λόγω αγαθών δια των ιδίων αυτών μέσων.

5. Η Έπιτροπή καταρτίζει, ενημερώνει και θέτει εις κυκλοφορίαν κατάλογον των αγαθών δια τα όποια παρεσχέθη διεθνής συνδρομή.

6. Η Έπιτροπή αποφασίζει περί της χρησιμοποίησεως των πόρων του Ταμείου του δημιουργουμένου κατά τους όρους του άρθρου 15 της παρούσης Συμβάσεως. Αναζητεί τα μέσα της αύξησεως των πόρων του και λαμβάνει οιαδήποτε κατάλληλα προς τούτο μέτρα.

7. Η Έπιτροπή συμπράττει με τας διεθνείς και έθνικας Κυβερνητικάς και μη κυβερνητικάς Όργανώσεως, τας έχουσας αντικειμενικούς σκοπούς παρομοίους προς τους της παρούσης Συμβάσεως. Διά την έναρξιν των προγραμμάτων της και την εκτέλεσιν των σχεδίων της, ή Έπιτροπή δύναται να έπικαλεσθῇ την συνδρομήν των Όργανώσεών της, ιδίως του Διεθνούς Κέντρου Μελετών δια την Συντήρησιν και την Αποκατάστασιν των Πολιτιστικών Αγαθών (Κέντρον Ρώμης), του Διεθνούς Συμβουλίου Μνημείων και Τοπίων (ICOMOS) και της Διεθνούς Ένώσεως δια την Συντήρησιν της Φύσεως και των πόρων της (IUCN) καθώς και άλλων Όργανισμών δημοσίων ή ιδιωτικών ως και ιδιωτών.

8. Αί αποφάσεις της Έπιτροπής λαμβάνονται δια της πλειοψηφίας των δύο τρίτων των παρόντων και ψηφίζοντων μελών. Η άπαρτία σχηματίζεται δια της πλειοψηφίας των μελών της Έπιτροπής.

Άρθρον 14.

1. Η Έπιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομιάς βοηθείται από γραμματείαν όριζομένην υπό του Γενικού Διευθυντού της Όργανώσεως των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

2. Ο Γενικός Διευθυντής της Όργανώσεως των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν χρησιμοποιών όσον τὸ δυνατόν περισσότερον τὰς υπηρεσίας του Διεθνούς Κέντρου Μελετών δια την Συντήρησιν και την Αποκατάστασιν των Πολιτιστικών Αγαθών (Κέντρον Ρώμης), του Διεθνούς Συμβουλίου Μνημείων και Τοπίων (ICOMOS) και της Διεθνούς Ένώσεως δια την Συντήρησιν της Φύσεως και των Πόρων της (IUCN), εις τὰ πεδία των αντίστοιχων άρμοδιοτήτων των και δυνατότητων των, συγκεντρώνει τὰ σχετικά έγγραφα δια την ενημέρωσιν της Έπιτροπής, προετοιμάζει την ήμερησίαν διάταξιν των συνεδριάσεων της και εξασφαλίζει την εκτέλεσιν των αποφάσεών της.

IV. Ταμείον δια την Προστασίαν της Παγκοσμίου Πολιτιστικής και Φυσικής Κληρονομιάς.

Άρθρον 15.

1. Ιδρύεται Ταμείον δια την Προστασίαν της παγκοσμίου αξίας πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς, αποκαλούμενον «Ταμείον Παγκοσμίου Κληρονομιάς».

2. Τὸ Ταμείον συνίσταται εις χρηματικάς καταθέσεις, συμφώνως προς τὰς διατάξεις του οικονομικού κανονισμού της Όργανώσεως των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

3. Οί πόροι του Ταμείου σχηματίζονται εκ:

α) των υποχρεωτικών εισφορών και των προαιρετικών εισφορών των Κρατών Μελών της παρούσης Συμβάσεως,

β) των καταβολών, δωρεών ή κληροδοσιών εις τὰς οποίας δύνανται να προέβουν:

ι) άλλα Κράτη

ii) ή Όργανώσεις των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν, ή άλλαι Όργανώσεις του συστήματος των Ηνωμένων Έθνών, συγκεκριμένως τὸ Πρόγραμμα Αναπτύξεως των Ηνωμένων Έθνών ή άλλαι διακυβερνητικά ήργανώσεως,

iii) δημόσιοι ή ιδιωτικοί ήργανισμοί ή ιδιώται

γ) των τόκων των όφειλομένων επί των πόρων του Ταμείου,

δ) του προϊόντος των εράνων και των εισπράξεων των εις όφελος του Ταμείου ήργανομένων εκδηλώσεων,

ε) έξ οίωσδήποτε άλλων προσόδων ήγκεκριμένων υπό του Κανονισμού τον όποιον ήθελεν έπεξεργασθῇ ή Έπιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομιάς.

4. Αί εισφοραί προς τὸ Ταμείον και ή λοιπαί μορφά συνδρομής αί παρεχόμεναι προς την Έπιτροπήν δέν δύνανται να διατεθούν ειμή δια τούς παρ' αυτής καθορισθέντας σκοπούς. Η Έπιτροπή δύναται να δεχθῇ εισφοράς μη δυναμένας να διατεθούν ειμή δι' ώρισμένον πρόγραμμα ή δι' ιδιαίτερον τι σχέδιον, υπό τον όρον ότι ή έναρξιν εφαρμογής του εν λόγω προγράμματος ή ή εκτέλεσις του εν λόγω σχεδίου θά έχη άποφασισθῇ από την Έπιτροπήν. Αί εισφοραί προς τὸ Ταμείον δέν δύνανται να συνδυάζωνται με οίωσδήποτε πολιτικόν όρον.

Άρθρον 16.

1. Επιδουλασσομένης οίωσδήποτε προαιρετικής συμπληρωματικής εισφοράς τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως αναδέχονται την υποχρέωσιν να καταβάλλουν τακτικά, ανά διετίαν, εις τὸ Ταμείον Παγκοσμίου Κληρονομιάς συνδρομήν, της οποίας τὸ ποσόν, υπολογιζόμενον βάσει όμοιομόρφου ποσοστού εφαρμοστέου δι' όλα τὰ Κράτη, θά άποφασίζεται υπό της Γενικής Συνελεύσεως των Κρατών Μελών της παρούσης Συμβάσεως, συνεργαμένων κατά την διάρκειαν των συνόδων της Γενικής Διασκεψέως της Όργανώσεως των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν. Διά την εν λόγω άπόφασιν της Γενικής Συνελεύσεως απαιτείται ή πλειοψηφία των παρόντων και ψηφίζοντων Κρατών Μελών τὰ οποία δέν έχουν προβῇ εις την δήλωσιν την αναφερομένην εις την παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου. Εν ούδεμιᾷ περιπτώσει, ή υποχρεωτική συνδρομή των Κρατών Μελών της Συμβάσεως δύναται να υπερβῇ τὸ 1% της συνδρομής του εις τον τακτικόν προϋπολογισμόν της Όργανώσεως των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

2. Εν τούτοις, κάθε Κράτος αναφερόμενον εις τὸ άρθρον 31 ή εις τὸ άρθρον 32 της παρούσης Συμβάσεως, δύναται κατά την στιγμήν της καταθέσεως των όργάνων του κυρώσεως άποδοχής ή προσχωρήσεως, να δηλώσῃ ότι δέν θά δεσμεύεται από τὰς διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

3. Κράτος Μέλος της Συμβάσεως έχον προβῇ εις την δήλωσιν την αναφερομένην εις την παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου, δύναται ανά πάσαν στιγμήν να άποσύρῃ την ρηθείσαν δήλωσιν δια κοινοποίησεως προς τον Γενικόν Διευθυντή της Όργανώσεως των Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν. Εν τούτοις, ή ανάκλησις της δηλώσεως δέν θά έχη επίδρασιν επί της υποχρεωτικής συνδρομής της όφειλομένης υπό του εν λόγω Κράτους ειμή από της ήμερομηνίας της έπομένης Γενικής Συνελεύσεως των Κρατών Μελών της Συμβάσεως.

4. Διά να είναι ή Έπιτροπή εις θέσιν να προγραμματίζει τὰς εργασίας της κατά τρόπον αποτελεσματικόν αί συνδρομαί των Κρατών Μελών της παρούσης Συμβάσεως των έχόντων προβῇ εις την δήλωσιν την αναφερομένην εις την παράγραφον 2 του παρόντος άρθρου, πρέπει να καταβάλλωνται κανονικώς ανά διετίαν τούλάχιστον και δέν θά έπρεπε να είναι κατώτεραι των συνδρομών τὰς οποίας θά όφειλον να καταβάλλουν εάν είχαν δεσμευθῇ από τὰς διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου.

5. Κάθε Κράτος Μέλος της Συμβάσεως τὸ όποιον καθυστερεῖ την πληρωμήν της υποχρεωτικής ή προαιρετικής συνδρομής του όσον άφορᾷ τὸ τρέχον έτος και τὸ άμέσως προηγούμενον ήμερολογιακόν έτος, δέν είναι εκλέξιμον εις την Έπιτροπήν της Παγκοσμίου Κληρονομιάς, της διατάξεως της μη έχούσης εφαρμογήν κατά την πρώτην εκλογήν. Η θητεία τοιούτου τινός Κράτους, ήδη μέλους της Έπιτροπής, θά λήγῃ κατά τον χρόνον της εκλογής της προβλεπόμενης υπό του άρθρου 8, παράγραφος 1 της παρούσης Συμβάσεως.

Άρθρον 17.

Τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως μελετοῦν ή έναρρύνουν την ίδρυσιν έθνικών, δημοσίων ή ιδιωτικών, ήδρυμάτων ή συλλόγων έχόντων ως σκοπόν να έναρρύνουν τὰς θα

ρεάς υπέρ της προστασίας της πολιτιστικής και φυσικής κληρονομιάς της οριζόμενης εις τὰ άρθρα 1 και 2 της παρούσης Συμβάσεως.

Άρθρον 18.

Τὰ Κράτη Μέλη της παρούσης Συμβάσεως παρέχουν τὴν συνδρομὴν των εἰς τὰς διεθνεῖς ἐκστρατείας διεξαγωγῆς ἐράνων τὰς ὀργανουμένας πρὸς ὄφελος τοῦ Ταμείου Παγκοσμίου Κληρονομιάς ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἑκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν. Διευκολύνουν τοὺς ἐράνους τοὺς διεξαγόμενους διὰ τοὺς σκοποὺς αὐτοὺς διὰ τῶν ὀργανισμῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ άρθρου 15.

V. Ὅροι καὶ τρόποι τῆς Διεθνούς Συνδρομῆς.

Άρθρον 19.

Κάθε Κράτος Μέλος τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ ζητήσῃ διεθνὴ συνδρομὴν ὑπὲρ ἀγαθῶν τῆς παγκοσμίου ἀξίας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς κειμένων εἰς τὸ ἔδαφός του. Εἰς τὴν αἴτησίν του πρέπει νὰ ἐπισυνάπτῃ τὰ πληροφορικὰ στοιχεῖα καὶ τὰ ἔγγραφα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 21 τὰ ὁποῖα διαδέχεται καὶ τὰ ὁποῖα ἡ Ἐπιτροπὴ χρειάζεται διὰ νὰ λάβῃ τὴν ἀπόφασίν της.

Άρθρον 20.

Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ άρθρου 13, τοῦ ἐδαφίου (γ) τοῦ άρθρου 22 καὶ τοῦ άρθρου 23, ἡ διεθνὴς συνδρομὴ ἢ προβλεπόμενη ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν δύναται νὰ παρασχεθῇ εἰμὴ δι' ἀγαθὰ τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς τὰ ὁποῖα ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς ἀπεφάνισεν ἢ ἀποφασίζει νὰ ἀναγράψῃ εἰς τὸν ἕνα ἐκ τῶν καταλόγων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ άρθρου 11.

Άρθρον 21.

1. Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς ὀρίζει τὴν διαδικασίαν ἐξετάσεως τῶν αἰτήσεων διεθνούς συνδρομῆς, τὴν ὁποίαν καλεῖται νὰ χορηγήσῃ καὶ προσδιορίζει συγκεκριμένως τὰ στοιχεῖα τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ ἀναφέρονται εἰς τὴν αἴτησιν, ἥτις πρέπει νὰ περιγράφῃ τὴν σχεδιαζομένην ἐνέργειαν, τὰς ἀναγκαῖας ἐργασίας, τὴν ἐκτίμησιν τοῦ κόστους των, τὸ ἐπείγον αὐτῶν καὶ τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποῖους οἱ πόροι τοῦ αἰτούντος Κράτους δὲν τοῦ ἐπιτρέπουν νὰ ἀντιμετωπίσῃ τὸ σύνολον τῆς δαπάνης. Αἱ αἰτήσεις πρέπει, ὅσῳ εἶναι ἐφικτόν, νὰ στηρίζονται ἐπὶ τῆς γνώμης ἐμπειρογνομόνων.

2. Λόγω τῶν ἔργων τὰ ὁποῖα θὰ πρέπει ἴσως νὰ ἀναληφθοῦν ἄνευ χρονοτριβῆς, αἱ αἰτήσεις αἱ ἐπικαλούμεναι φυσικὰς θεομηνίας ἢ καταστροφὰς δεόν νὰ ἐξετάζονται ἐπείγοντως καὶ κατὰ προτεραιότητα ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, τὸ ὁποῖον πρέπει νὰ διαθέτῃ ἀποθεματικὸν κεφάλαιον χρησιμοποιούμενον διὰ παρόμοια ἐνδεχόμενα.

3. Πρὶν ἢ λάβῃ ἀπόφασιν τινα, ἡ Ἐπιτροπὴ προβαίνει εἰς τὰς μελέτας καὶ ζητεῖ τὰς συμβουλὰς τὰς ὁποίας κρίνει ἀναγκαῖας.

Άρθρον 22.

Ἡ συνδρομὴ τῆς Ἐπιτροπῆς Παγκοσμίου Κληρονομιάς δύναιται νὰ παρέχεται ὑπὸ τὰς κάτωθι μορφάς.

α) μελέται ἐπὶ τῶν καλλιτεχνικῶν, ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προβλημάτων, τὰ ὁποῖα ἀνακύπτουν ἐκ τῆς προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς, ὡς αὕτη ὀρίζεται εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 4 τοῦ άρθρου 11 τῆς παρούσης Συμβάσεως,

β) διάθεσις ἐμπειρογνομόνων, τεχνικῶν καὶ εἰδήμονος ἐργατικῶ προσωπικοῦ διὰ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς καλῆς ἐκτελέσεως τοῦ ἐγκριθέντος σχεδίου,

γ) ἐξάσκησης προσωπικοῦ καὶ εἰδικῶν παντὸς ἐπιπέδου εἰς τὸν τομέα τοῦ προσδιορισμοῦ, προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς,

δ) προμήθεια τοῦ ἐξοπλισμοῦ τὸν ὁποῖον δὲν διαθέτει ἢ δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἀποκτήσῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος,

ε) δάνεια χαμηλότοκα ἢ ἄτοκα, τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξαφληθοῦν μακροπροδέσμως,

στ) παροχὴ εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καὶ δι' εἰδικούς λόγους, μὴ ἐπιστρεπτέων ἐπιχορηγήσεων.

Άρθρον 23.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς δύναται νὰ παράσχῃ διεθνὴ συνδρομὴν εἰς ἐθνικὰ ἢ περιφερειακὰ κέντρα καταρτίσεως εἰδικῶν παντὸς ἐπιπέδου εἰς τὸ πεδίον τοῦ προσδιορισμοῦ, προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ τῆς ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς.

Άρθρον 24.

Λίαν σημαντικὴ διεθνὴς συνδρομὴ δὲν δύναται νὰ παρασχεθῇ εἰμὴ κατὰπιν λεπτομερῶς ἐπιστημονικῆς, οἰκονομικῆς καὶ τεχνικῆς μελέτης. Ἡ μελέτη αὕτη πρέπει νὰ ἐπικαλεῖται τὰς πλέον προηγμένας τεχνικὰς μεθόδους προστασίας, συντηρήσεως, ἀξιοποιήσεως καὶ ἐπανορθώσεως τῆς πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομιάς καὶ νὰ ἀνταποκρίνεται πρὸς τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ μελέτη πρέπει ὡσαύτως νὰ ἀναζητῇ τὰ μέσα ὀρθολογικῆς χρησιμοποίησεως τῶν διαθέσιμων πόρων ἐντὸς τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

Άρθρον 25.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἀναγκαζούντων ἔργων δὲν πρέπει, κατ' ἀρχὴν νὰ ἐπιβαρύνῃ εἰμὴ μερικῶς τὴν διεθνὴ κοινότητα. Ἡ συμμετοχὴ τοῦ ἐπιφελομένου τῆς διεθνούς συνδρομῆς Κράτους πρέπει νὰ ἀποτελῇ οὐσιαστικὸν μέρος τῶν εἰσφερομένων ποσῶν δι' ἕκαστον πρόγραμμα ἢ σχέδιον, ἐκτὸς ἐὰν οἱ πόροι τοῦ δὲν τοῦ ἐπιτρέπουν.

Άρθρον 26.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Παγκοσμίου Κληρονομιάς καὶ τὸ δικαιοῦχον Κράτος καθορίζουν εἰς τὴν συμφωνίαν τὴν ὁποίαν συνάπτουν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποῖους θὰ ἐκτελεσθῇ πρόγραμμά τι ἢ σχέδιον διὰ τὸ ὁποῖον χορηγεῖται διεθνὴς συνδρομὴ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως. Τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον λαμβάνει τὴν ἐν λόγῳ διεθνὴ συνδρομὴν ὀφείλει νὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ προστατεύῃ, συντηρῇ καὶ ἀξιοποιῇ τὰ οὕτω διαφυλαχθέντα ἀγαθὰ, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν τῇ συμφωνίᾳ ὀριζόμενους ὅρους.

Άρθρον 27.

VI. Μορφωτικὰ Προγράμματα.

1. Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως προσπαθοῦν δι' ὅλων τῶν καταλλήλων μέσων, συγκεκριμένως διὰ προγραμμάτων μορφώσεως καὶ πληροφορήσεως, νὰ ἐνισχύσουν τὸν σεβασμὸν καὶ τὴν προσήλωσιν τῶν λαῶν των πρὸς τὴν πολιτιστικὴν καὶ φυσικὴν κληρονομίαν τὴν ὀριζομένην εἰς τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τῆς Συμβάσεως.

2. Ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ πληροφοροῦν εὐρέως τὸ κοινὸν περὶ τῶν κινδύνων οἱ ὁποῖοι ἐπικρέμονται ἐπὶ τῆς ἐν λόγῳ κληρονομιάς καὶ τῶν δραστηριοτήτων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἀναληφθῇ κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Άρθρον 28.

Τὰ Κράτη Μέλη τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ δεχόμενα διεθνὴ συνδρομὴν κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ καταστήσουν γνωστὴν τὴν σημασίαν τῶν ἀγαθῶν τὰ ὁποῖα ὑπῆρξαν τὸ ἀντικείμενον τῆς συνδρομῆς αὐτῆς καὶ τὸν ρόλον τὸν ὁποῖον ἡ τελευταία αὕτη διεδραμάτισεν.

VII. Ἐκθέσεις.

Άρθρον 29.

1. Τὰ Κράτη Μέλη εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἀναφέρουν εἰς τὰς ἐκθέσεις τὰς ὁποίας θὰ ὑποβάλλουν εἰς τὴν Γενικὴν Διάσκεψιν τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὴν Ἑκπαίδευσιν, τὴν Ἐπιστήμην καὶ τὴν Μόρφωσιν κατὰ τὰς ἡμερομηνίας καὶ ὑπὸ τὸν τύπον τὸν ὁποῖον αὕτη ἠθέλει καθορίσει, τὰς νομοθετικὰς καὶ κανονιστικὰς δια-

τάξεις και τα λοιπά μέτρα τα οποία θα έχουν υιοθετήσει δια την εφαρμογήν της Συμβάσεως, καθώς και την εμπειρίαν την οποίαν θα έχουν αποκτήσει εις τον τομέα αυτόν.

2. Τών εν λόγω εκθέσεων θα λαμβάνη γνώσιν ή Επιτροπή Παγκοσμίου Κληρονομίας.

3. Η Επιτροπή υποβάλλει έκθεσιν επί των δραστηριοτήτων της εις εκάστην των τακτικών συνόδων της Γενικής Διασκέψεως της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνών δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

VIII. Τελικά Διατάξεις.

*Άρθρον 30.

Η παρούσα Σύμβασις είναι διατυπωμένη εις την αραβικήν, αγγλικήν, γαλλικήν, ρωσικήν και ισπανικήν γλώσσαν, τών πέντε κειμένων ισχυόντων εξ ίσου.

*Άρθρον 31.

1. Η παρούσα Σύμβασις θα υποβληθῇ πρὸς επικύρωσιν ή αποδοχήν υπό τών Κρατῶν Μελῶν της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς συνταγματικές των διαδικασίας.

2. Τὰ έγγραφα επικυρώσεως ή αποδοχῆς θα κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

*Άρθρον 32.

1. Εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ πᾶν Κράτος μὴ μέλος της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν, καλούμενον νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτὴν υπό της Γενικῆς Διασκέψεως της Οργανώσεως.

2. Η προσχώρησις θα γίνῃ δια της καταθέσεως ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια την Εκπαίδευσιν, την Επιστήμην και την Μόρφωσιν.

*Άρθρον 33.

Η παρούσα Σύμβασις θα τεθῇ ἐν ἰσχύι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν της καταθέσεως τοῦ εἰκοστοῦ ὀργάνου επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως ἀλλὰ μόνον ἐναντι τών Κρατῶν τὰ ὁποῖα θα ἔχουν καταθέσει τὰ ἀντίστοιχα ὄργανά των επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως κατὰ τὴν ἐν λόγω ἡμερομηνίαν ή προγενεστέρως. Δι' ἕκαστον ἄλλο Κράτος ή ἰσχύς της θα ἀρχεῖται τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου του επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως.

*Άρθρον 34.

Αἱ κατωτέρω διατάξεις ἔχουν ἐφαρμογήν ἐπὶ τών Κρατῶν Μελῶν της παρούσης Συμβάσεως τών ἐχόντων συνταγματικὸν σύστημα ὁμοσπονδιακὸν ή μὴ ἐνιαῖον,

α) ὅσον ἀφορᾷ τὰς διατάξεις της ἐν λόγω Συμβάσεως ή ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν της ὁμοσπονδιακῆς ή κεντρικῆς νομοθετικῆς ἐξουσίας, αἱ ὑποχρεώσεις της ὁμοσπονδιακῆς ή κεντρικῆς κυβερνήσεως θα εἶναι αἱ αὐταὶ μετὰ τών Κρατῶν Μελῶν τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι ὁμοσπονδιακὰ Κράτη,

β) ὅσον ἀφορᾷ τὰς διατάξεις της ἐν λόγω Συμβάσεως ή ἐφαρμογὴ τῶν ὁποίων ὑπάγεται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν ἐνὸς ἐκαστοῦ τών Κρατῶν τῶν συνιστωμένων ἐκ χωρῶν, ἐπαρχιῶν ή καντονίων, τὰ ὁποῖα δυνάμει τοῦ συνταγματικοῦ συστήματος της ὁμοσπονδίας δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν νομοθετικὰ μέτρα, ή ὁμοσπονδιακὴ κυβέρνησις θα φέρῃ τὰς ρηθείσας διατάξεις ὁμοῦ μετὰ της εὐνοϊκῆς γνώμης της, εἰς γνώσιν τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν Κρατῶν, χωρῶν, ἐπαρχιῶν ή καντονίων.

*Άρθρον 35.

1. Ἐκαστον Κράτος Μέλος της παρούσης Συμβάσεως θα ἔχη τὴν εὐχέρειαν νὰ καταγγεῖλῃ τὴν Σύμβασιν.

2. Η καταγγελία θα κοινοποιῇται δι' ἐγγράφου κατατιθεμένου παρὰ τῷ Γενικῷ Διευθυντῇ της Οργανώσεως τών

Ηνωμένων Έθνῶν δια τὴν Εκπαίδευσιν, τὴν Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν.

3. Η καταγγελία θα καθίσταται ἐνεργὸς 12 μῆνας μετὰ τὴν λήψιν τοῦ ἐγγράφου καταγγελίας. Αὕτη κατ' οὐδὲν θα τροποποιῇ τὰς οἰκονομικὰς ὑποχρεώσεις τοῦ καταγγέλλοντος Κράτους μέχρι της ἡμερομηνίας κατὰ τὴν ὁποίαν θα ἰσχύσῃ ή ἀποχώρησις.

*Άρθρον 36.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια τὴν Εκπαίδευσιν, τὴν Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν θα πληροφορῇ τὰ Κράτη Μέλῃ, τὰ Κράτη μὴ Μέλῃ της Οργανώσεως τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἀρθρον 32, καθώς και τὴν Οργάνωσιν τῶν Ηνωμένων Έθνῶν, περὶ της καταθέσεως ὧν ἐγγράφων επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰ ἀρθρα 31 και 32, ὡς και περὶ τῶν καταγγελιῶν τῶν προβλεπόμενων εἰς τὸ ἀρθρον 35.

*Άρθρον 37.

1. Η παρούσα Σύμβασις θα δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ υπό της Γενικῆς Διασκέψεως της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια τὴν Εκπαίδευσιν, τὴν Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν. Ἐν τούτοις, ή ἀναθεώρησις αὕτη θα δεσμεύῃ μόνον τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα θα προσχωρήσουν εἰς τὴν ἀναθεωρημένην Σύμβασιν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ή Γενικὴ Διάσκεψις ἤθελεν υιοθετήσῃ νέαν Σύμβασιν ἀναθεωρουσαν ὀλικῶς ή μερικῶς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, τότε, ἐκτός ἐὰν ή νέα Σύμβασις ἤθελεν ἄλλως προβλέψῃ, ή παρούσα Σύμβασις θα ἔπαυε νὰ εἶναι δεκτικὴ επικυρώσεως, αποδοχῆς ή προσχωρήσεως ἀπὸ της ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι της νέας ἀναθεωρημένης Συμβάσεως.

*Άρθρον 38.

Συμφώνως πρὸς τὸ ἀρθρον 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ηνωμένων Έθνῶν, ή παρούσα Σύμβασις θέλει καταχωρηθῇ εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῶν Ηνωμένων Έθνῶν τῇ αἰτήσῃ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια τὴν Εκπαίδευσιν, τὴν Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν.

*Άρθρον 39.

Ἐγένετο ἐν Παρίσι, σήμερον τὴν εἰκοστὴν τρίτην ἡμέραν τοῦ Νοεμβρίου 1972, εἰς δύο αὐθεντικὰ ἀντίτυπα φέροντα τὴν ὑπογραφήν τοῦ Προέδρου της Γενικῆς Διασκέψεως, συνελθούσης εἰς τὴν δεκάτην ἐβδόμην σύνοδόν της, και τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια τὴν Εκπαίδευσιν, τὴν Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν, τὰ ὁποῖα θα κατατεθοῦν εἰς τὰ ἀρχεῖα της Οργανώσεως τών Ηνωμένων Έθνῶν δια τὴν Εκπαίδευσιν, τὴν Επιστήμην και τὴν Μόρφωσιν και τῶν ὁποίων θεωρημένα ἀκριβῆ ἀντίγραφα θα παραδοθοῦν εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἀρθρα 31 και 32 καθώς και εἰς τὰ Ἠνωμένα Έθνη.

*Άρθρον δεύτερον.

Η ἰσχύς τοῦ παρόντος νόμου, ἀρχεῖται ἀπὸ της δημοσιεύσεώς του δια της Ἐφημερίδος της Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς υπό της Βουλῆς και παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω δια της Ἐφημερίδος της Κυβερνήσεως και ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ **ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη και ἐτέθη ή μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1127

(2)

Περί νομοθέσεως της εις Αθηνάς την 6ην Μαΐου 1969
έγκρισης Εθνοπαϊκής Σύμβασης διὰ τὴν προστα-
σίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προσέλαβον: ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαντες:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Αθηνάς τὴν 6ην
Μαΐου 1969 ὑπογραφείσα Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις διὰ τὴν προ-
στασίαν τῆς Ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, τῆς ὁποίας τὸ
κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς
μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν, ἔχει ὡς ἀκολούθως:

Convention - Européenne
pour la Protection
du Patrimoine Archéologique.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signa-
taires, de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est
de réaliser une union plus étroite entre ses Membres
afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les
idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Vu la Convention culturelle européenne signée à
Paris le 19 décembre 1954 et notamment son article 5;

Affirmant que le patrimoine archéologique est un
élément essentiel pour la connaissance du passé des
civilisations;

Reconnaissant que la responsabilité morale de la
protection du patrimoine archéologique européen, source
de l'histoire européenne la plus ancienne, gravement
menacé de destruction tout en concernant au premier
chef l'Etat intéressé, incombe à l'ensemble des Etats
européens;

Considérant que le point de départ de cette protection
devrait être l'application des méthodes scientifiques les
plus rigoureuses aux recherches ou découvertes archéo-
logiques en vue de préserver leur pleine signification
historique et que toute fouille clandestine en tant que
cause de destruction irrémédiable d'informations scien-
tifiques doit être en conséquence rendue impossible;

Considérant que la garantie scientifique ainsi donnée
aux biens archéologiques :

(a) répondrait aux intérêts des collections notam-
ment publiques, et

(b) contribuerait à un nécessaire assainissement du
marché des objets provenant des fouilles;

Considérant qu'il y a lieu d'interdire les fouilles
clandestines et d'instituer un contrôle de caractère
scientifique des biens archéologiques ainsi que d'œuvrer
par voie éducative à donner aux fouilles archéologiques
toute leur signification scientifique,

Sont convenus ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, sont considérées
biens archéologiques les vestiges, et les objets ou toutes
autres traces de manifestations humaines, constituant un
témoignage d'époques et de civilisations dont la
principale ou une des principales sources d'information
scientifique est assurée par des fouilles ou par des
découvertes.

Article 2

Afin d'assurer la protection des gisements et ense-
mbles recelant des biens archéologiques, chaque Partie
Contractante s'engage à prendre, dans la mesure du
possible, les dispositions nécessaires en vue de :

(a) délimiter et protéger les sites ensembles d'inté-
rêt archéologique;

(b) constituer des zones de réserve pour la conser-
vation de témoignages matériels à fouiller par des
générations futures d'archéologues.

Article 3

Pour garder aux fouilles archéologiques dans les
sites, ensembles et zones désignés conformément à
l'article 2 de la présente Convention toute leur signi-
fication scientifique, chaque Partie Contractante s'
engage, dans la mesure du possible, à :

(a) interdire et réprimer les fouilles clandestines;

(b) prendre toutes mesures utiles afin que l'exé-
cution de fouilles archéologiques ne soit confiée qu'à
des personnes qualifiées et après autorisation spéciale;

(c) assurer le contrôle et la conservation des résul-
tats obtenus.

Article 4

1. Chaque Partie Contractante s'engage, pour faci-
liser l'étude et la diffusion de la connaissance des
découvertes de biens archéologiques, à adopter toutes
dispositions pratiques possibles en vue de la publica-
tion scientifique des résultats des fouilles et des décou-
vertes, laquelle doit être rapide et intégrale.

2. En outre, chaque Partie Contractante étudiera
les moyens de :

(a) recenser les biens archéologiques nationaux pu-
blics et, si possible, privés;

(b) réaliser un catalogue scientifique des biens
archéologiques nationaux publics et, si possible, privés.

Article 5

Eu égard aux objectifs scientifiques, culturels et
éducatifs de la présente Convention, chaque Partie
Contractante s'engage à :

(a) faciliter la circulation des biens archéologiques
pour des buts scientifiques, culturels et éducatifs;

(b) favoriser les échanges d'information sur

(i) les biens archéologiques

(ii) les fouilles licites et illicites

entre institutions scientifiques, musées et services
nationaux compétents;

(c) mettre tout en œuvre pour porter à la connais-
sance des instances compétentes de l'Etat d'origine,
Partie Contractante à cette Convention, toute offre
suspecte de provenance de fouilles clandestines ou de
détournement de fouilles officielles et toutes précisions
nécessaires à son sujet,

(d) entreprendre une action éducative en vue d'
éveiller et de développer auprès de l'opinion publique
une conscience de la valeur des biens archéologiques
pour la connaissance du passé des civilisations et du
péril que représentent pour ce patrimoine les fouilles
incontrôlées.

Article 6

1. Chaque Partie Contractante s'engage à prendre,
suivant les besoins, les mesures de collaboration les
plus opportunes, afin que la circulation internationale
des biens archéologiques ne porte atteinte en aucune
manière à l'action de protection des éléments cul-
turels et scientifiques liés à ces biens.

2. Chaque Partie Contractante s'engage, plus spé-
cialement :

(a) en ce qui concerne les musées et les autres insti-
tutions similaires dont la politique d'achats est sou-
mise au contrôle de l'Etat, à prendre les mesures né-
cessaires afin que ceux-ci n'acquiescent pas des biens
archéologiques suspects, pour un motif précis, de pro-
venir de fouilles clandestines ou de détournement de
fouilles officielles;

(b) pour les musées et autres institutions similaires, situés sur le territoire d'une Partie Contractante mais dont la politique d'achats n'est pas soumise au contrôle de l'Etat :

(i) à leur transmettre le texte de la présente Convention, et

(ii) n'épargner aucun effort pour obtenir l'adhésion desdits musées et institutions aux principes exprimés au paragraphe précédent;

(c) à restreindre, autant que possible, par une action d'éducation, d'information, de vigilance et de coopération, le mouvement des biens archéologiques suspects, pour un motif précis, de provenir de fouilles clandestines ou de détournement de fouilles officielles.

Article 7

En vue d'assurer l'application du principe de coopération pour la protection du patrimoine archéologique qui est à la base de la présente Convention, chaque Partie Contractante, dans le cadre des engagements pris aux termes de la présente Convention, s'engage à prendre en considération tout problème portant sur des données d'identification et d'authentification soulevé par une autre Partie Contractante et à coopérer activement dans les limites de sa législation nationale.

Article 8

Les mesures prévues par la présente Convention ne peuvent pas constituer une limitation au commerce et à la propriété licites des objets archéologiques, ni affecter le régime juridique relatif à la transmission de ces objets.

Article 9

Chaque Partie Contractante notifiera en temps voulu au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures qu'elle aura pu prendre touchant l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 10

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 11

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention :

(a) tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui est Partie Contractante à la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954, pourra adhérer à la présente Convention;

(b) le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout autre Etat non membre à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 12

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout Etat adhérent, au moment

du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat signataire, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou à tout autre moment par la suite, ainsi que tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, peut étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 13 de la présente Convention.

Article 13

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 14

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 10;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 12;
- e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 13 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Londres, le 6 mai 1969, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΝ ΤΗΣ ΑΡΧΑΙΟΛΟΓΙΚΗΣ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑΣ

(Υιοθετηθείσα ἐν Λονδίῳ 6 Μαΐου 1969)

Τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὡς ὑπογράφονται, θεωροῦντα ὅτι ὁ σκοπὸς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης εἶναι ἡ ἐπίτευξις μεγαλυτέρας ἐνότητος μεταξὺ τῶν Μελῶν του διὰ τὸν σκοπὸν, ἰδιαίτερώς, τῆς προφυλάξεως καὶ πραγματοποιήσεως τῶν ἱδανικῶν καὶ τῶν ἀρχῶν αἱ ὁποῖα εἶναι ἡ κοινὴ των Κληρονομία.

Σεβόμενα τὴν Εὐρωπαϊκὴν Πολιτιστικὴν Σύμβασιν, ὑπογράψισαν ἐν Παρισίοις τὴν 19ην Δεκεμβρίου 1954 καὶ μεταξὺ ἄλλων τὸ ἀρθρον 5 αὐτῆς τῆς Συμβάσεως.

Πιστοποιοῦντα ὅτι ἡ Ἀρχαιολογικὴ Κληρονομία εἶναι οὐσιώδης διὰ τὴν γνῶσιν τῆς ἱστορίας τῶν πολιτισμῶν.

Ἀναγνωρίζοντα ὅτι ἐφ' ὅσον ἡ ἡθικὴ εὐθύνη διὰ τὴν προστασίαν τῆς Εὐρωπαϊκῆς ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, τῆς ἀρχαιοτέρως πηγῆς τῆς Εὐρωπαϊκῆς ἱστορίας ἡ ὁποία ἀπειλεῖται σοβαρῶς μετὰ καταστροφὴν, ἀνήκει κατ' ἀρχὴν εἰς τὸ ἀμέσως ἐνδιαφερόμενον Κράτος, ἐνδιαφέρει ἐπίσης ἀπὸ κοινού τὰ Εὐρωπαϊκὰ Κράτη·

Θεωροῦντα ὅτι τὸ πρῶτον βῆμα διὰ τὴν προστασίαν αὐτῆς τῆς Κληρονομίας πρέπει νὰ εἶναι ἡ ἐφαρμογὴ τῶν πλέον αὐστηρῶν ἐπιστημονικῶν μεθόδων εἰς τὴν ἀρχαιολογικὴν ἔρευναν ἢ τὰς ἀνακαλύψεις, μετὰ σκοπὸν τὴν διατήρησιν τῆς πλήρους ἱστορικῆς τῶν σημασίας καὶ τὴν προφύλαξιν ἀπὸ ὀριστικῆς ἀπώλειαν ἐπιστημονικῶν πληροφοριῶν, ἡ ὁποία δυνατόν νὰ προέλθῃ ἀπὸ παρανόμους ἀνασκαφάς·

Θεωροῦντα ὅτι ἡ ἐπιστημονικὴ προστασία τοιοῦτοτρόπως ἐγγυωμένη γιὰ τὰ ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα:

α) θὰ ἐνδιεφέρετο, ἰδιαιτέρως, διὰ τὰς δημοσίας συλλογὰς καὶ

β) θὰ προήγαγε μίαν ἀναγκαῖοτάτην ἀναμόρφωσιν τῆς ἀγορᾶς τῶν ἀρχαιολογικῶν εὐρημάτων·

Θεωροῦντα ὅτι εἶναι ἀπαραίτητον νὰ ἀπαγορεύσιν τὰς παρανόμους ἀνασκαφὰς καὶ νὰ καθιερώσιν ἓνα ἐπιστημονικὸν ἔλεγχον τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων καθὼς καὶ νὰ ἐπιδιώξουν μέσῳ τῆς ἐκπαιδεύσεως νὰ δώσουν εἰς τὰς ἀρχαιολογικὰς ἀνασκαφὰς τὴν πλήρη ἐπιστημονικὴν τῶν σημασίαν,

Συμφωνοῦν ὡς ἀκολούθως:

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς συμβάσεως ὅλα τὰ εὐρήματα καὶ ἀντικείμενα ἢ καὶ ἄλλον ἴχνη ἀνθρωπίνης ὑπάρξεως, τὸ ὅποιον μαρτυρεῖ δι' ἐποχὰς καὶ πολιτισμούς, διὰ τοὺς ὁποίους ἀνασκαφαὶ ἢ ἀνακαλύψεις εἶναι ἡ κυρία πηγὴ ἢ μία ἀπὸ τὰς κυρίας πηγὰς τῆς ἐπιστημονικῆς πληροφορήσεως, θὰ θεωροῦνται ὡς ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα.

Ἄρθρον 2.

Μετὰ σκοπὸν τὴν διασφάλισιν τῆς προστασίας τῶν μὴ ἀνκαλυφθέντων εἰσέτι ἀντικειμένων καὶ περιοχῶν ὅπου κεῖνται κρυμμένα ἀρχαιολογικὰ ἀντικείμενα, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ λάβῃ τοιαῦτα μέτρα, καθ' ὅσον εἶναι τοῦτο δυνατόν, ὥστε:

α) νὰ περιορίσῃ καὶ νὰ προστατεύσῃ θέσεις καὶ περιοχὰς ἀρχαιολογικοῦ ἐνδιαφέροντος·

β) νὰ δημιουργήσῃ ἐφεδρικὰς ζώνας διὰ τὴν διατήρησιν τῆς ὕλικῆς μαρτυρίας, ἡ ὁποία θὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ἐρεύνης ὑπὸ μεταγενεστέρων γενεῶν ἀρχαιολόγων.

Ἄρθρον 3.

Διὰ νὰ προσδώσῃ καθαρῶς ἐπιστημονικὸν χαρακτῆρα εἰς τὰς ἀρχαιολογικὰς ἀνασκαφὰς, αἱ ὁποῖαι ἐνεργοῦνται εἰς θέσεις, περιοχὰς καὶ ζώνας ὀριζομένους εἰς τὸ ἄρθρον 2 τῆς παρούσης συμβάσεως, κάθε συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει ὅσον τὸ δυνατόν νὰ:

α) ἀπαγορεύῃ καὶ ἀποφεύγῃ τὰς παρανόμους ἀνασκαφὰς·

β) λαμβάνῃ τὰ ἀπαραίτητα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅτι αἱ ἀνασκαφαὶ ἀνατίθενται κατόπιν ἐιδικῆς ἐξουσιοδοτήσεως μόνον εἰς πρόσωπα ἔχοντα τὰ κατάλληλα προσόντα·

γ) ἐξασφαλίσῃ τὸν ἔλεγχον καὶ διατήρησιν τῶν προκυπτόντων ἀποτελεσμάτων.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς μελέτης καὶ διαδόσεως τῶν πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀνακαλύψεων, νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ πρακτικῶς ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ταχύτεραν καὶ πληρεστέραν διάδοσιν τῶν πληροφοριῶν δι' ἐπιστημονικῶν ἐκδόσεων σχετικῶς πρὸς τὰς ἀνασκαφὰς καὶ ἀνακαλύψεις.

2. Ἐπὶ πλεόν, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος θὰ μελετήσῃ τρόπους καὶ μέσα διὰ νὰ:

α) δημιουργήσῃ μίαν Κρατικὴν Ὑπηρεσίαν ἀνευρέσεως τῶν εἰς χεῖρας τοῦ δημοσίου, ὅπου δὲ εἶναι δυνατόν καὶ τῶν εἰς χεῖρας ἰδιωτῶν, ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων·

β) προετοιμάσῃ ἓνα ἐπιστημονικὸν κατάλογον τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων εἰς χεῖρας τοῦ δημοσίου καὶ ὅπου εἶναι δυνατόν καὶ τῶν εἰς χεῖρας ἰδιωτῶν.

Ἄρθρον 5.

Ἐχόν ὑπόψιν τοὺς ἐπιστημονικοὺς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς αὐτῆς τῆς συμβάσεως, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ:

α) διευκολύνῃ τὴν διάδοσιν τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων διὰ ἐπιστημονικοὺς, πολιτιστικοὺς καὶ ἐκπαιδευτικοὺς σκοποὺς·

β) ἐνθαρρύνῃ ἀνταλλαγὰς πληροφοριῶν ἐπὶ:

I) ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων,

II) νομίμων καὶ παρανόμων ἀνασκαφῶν μεταξὺ ἐπιστημονικῶν ἰδρυμάτων, μουσείων καὶ ἀρμοδίων κρατικῶν ὑπηρεσιῶν·

γ) πράξῃ πᾶν ὅ,τι δύναται διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅπως αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν Κρατῶν προσεσῶσιν, Συμβαλλόμενων Μερῶν εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἐνημεροῦνται (μεθ' ὅλων τῶν ἀπαιτητῶν λεπτομερειῶν) διὰ κάθε προσφορὰν διὰ τὴν ὁποίαν ὑπάρχουν ὑποψία: ὅτι προέρχεται εἴτε ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν εἴτε παρανόμως ἐξ ἐπιστῆμων ἀνασκαφῶν·

δ) ἐπιδιώξῃ δι' ἐκπαιδευτικῶν μέσων νὰ δημιουργήσῃ καὶ ἀναπτύξῃ εἰς τὴν κοινὴν γνώμην τὴν ἀντίληψιν τῆς ἀξίας τῶν ἀρχαιολογικῶν εὐρημάτων διὰ τὴν γνώσιν τῆς ἱστορίας τοῦ πολιτισμοῦ καὶ τὴν ἀπειλὴν ἐκ τῶν ἀνεξελέγκτων ἀνασκαφῶν διὰ τὴν κληρονομίαν ταύτην.

Ἄρθρον 6.

1. Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει νὰ συνεργάζεσθαι κατὰ τὸν πλέον κατάλληλον τρόπον οὕτως ὥστε νὰ ἐξασφαλίσῃ ὅτι ἡ διακίνησις διεθνῶς τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων κατ' οὐδένα τρόπον θὰ ἐλάττωσιν τὴν προστασίαν τοῦ πολιτιστικοῦ καὶ ἐπιστημονικοῦ ἐνδιαφέροντος δι' αὐτὰ τὰ ἀντικείμενα.

2. Ἐκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει εἰδικότερον:

α) ὅσον ἀφορᾷ τὰ μουσεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια ἰδρύματα, τῶν ὁποίων ὁ τρόπος ἀποκτήσεως (ΣΜ. ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων) εἶναι ὑπὸ Κρατικὸν ἔλεγχον, νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν προσκλήσεως ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων ὑπόπτων, διὰ κάποιον εἰδικὸν λόγον, διότι ἔχουν προέλθῃ ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν ἢ παρανόμως ἐκ νομίμων ἀνασκαφῶν·

β) ὅσον ἀφορᾷ τὰ μουσεῖα καὶ ἄλλα παρόμοια ἰδρύματα, τὰ ἐγκατεστημένα εἰς τὴν περιοχὴν ἐνὸς συμβαλλομένου μέρους ἀλλὰ ἀπολαμβάνοντα ἐλευθερίας ἀπὸ τὸν Κρατικὸν ἔλεγχον εἰς τὸ σύστημα αὐτῶν ἀποκτήσεως (ΣΜ. ἀντικειμένων):

I) νὰ διαβιβάζουσιν τὸ κείμενον αὐτῆς τῆς συμβάσεως·

II) νὰ μὴ φεισθῶσιν προσπαθειῶν διὰ νὰ ἐπιτύχουν ὅπως τὰ εἰρημένα μουσεῖα καὶ Ἰνστιτοῦτα ὑποστηρίζουσιν τὰς ἀρχὰς αἱ ὁποῖαι ἐξετέθησαν εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον·

III) νὰ περιορίσουν, ὅσον τὸ δυνατόν, δι' ἐκπαιδεύσεως, πληροφορήσεως, ἐπαγρυπνήσεως καὶ συνεργασίας, τὴν διακίνησιν τῶν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων, τῶν ὑπόπτων, διὰ κάποιον συγκεκριμένον λόγον εἴτε διότι ἔχουν προέλθῃ ἐκ παρανόμων ἀνασκαφῶν εἴτε παρανόμως ἐκ νομίμων ἀνασκαφῶν.

Ἄρθρον 7.

Διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἀρχῆς τῆς συνεργασίας εἰς τὴν προστασίαν τῆς ἀρχαιολογικῆς κληρονομίας, ἡ ὁποία εἶναι ἡ βάση αὐτῆς τῆς συμβάσεως, ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἀναλαμβάνει, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ὑποβληθέντων τὰς ὁποίας ἀπεδέχθη διὰ τῶν ὁρῶν τῆς παρούσης συμβάσεως, νὰ διερευνᾷ κάθε ἐρώτημα περὶ τῆς ταυτότητος ἢ αὐθεντικότητος τιθέμενον ὑπὸ οἰουδήποτε ἐτέρου συμβαλλομένου μέρους καὶ νὰ συνεργάζεσθαι δραστηριῶς κατὰ τὴν ἐπιτρεπόμενην ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς του νομοθεσίας ἔκτασιν.

"Άρθρον 8.

Τὰ εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν προβλεπόμενα μέτρα δὲν δύνανται νὰ περιορίσουν τὴν νόμιμον ἐμπορείαν ἢ κτήσιν ἀρχαιολογικῶν ἀντικειμένων οὕτε νὰ προσβάλουν τοὺς νομικοὺς κανόνες οἱ ὁποῖοι διέπουν τὴν μεταφορὰν των.

"Άρθρον 9.

"Εκαστον συμβαλλόμενον μέρος θὰ ἐνημερώσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ περὶ τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα πιθανὸν νὰ ἔχει λάβῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης συμβάσεως.

"Άρθρον 10.

1. Ἡ σύμβασις αὕτη θὰ εἶναι ἀνοιχτὴ δι' ὑπογραφὴν ὑπὸ τῶν Κρατῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Αὕτη θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικυρώσιν ἢ ἀποδοχὴν. Ἐγγράφα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ τρίτου ἐγγράφου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς.

3. Ὅσον ἀφορᾷ εἰς ὑπογράφον Κράτος τὸ ὁποῖον ἐπικυρώνει ἢ ἀποδέχεται μεταγενεστέρως, ἡ σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του.

"Άρθρον 11.

1. Μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῆς συμβάσεως ταύτης:

α) οἰοδήποτε Κράτος μὴ—Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τὸ ὁποῖον εἶναι συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Πολιτιστικὴν Σύμβασιν τὴν ὑπογράφεισαν ἐν Παρισίοις τὴν 19ην Δεκεμβρίου 1954, δύνανται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν.

β) Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξ Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύνανται νὰ καλέσῃ ἕκαστον μὴ Μέλος Κράτος νὰ προσχωρήσῃ εἰς αὐτήν.

2. Τοιαύτη προσχώρησις θὰ πραγματοποιηθῇ διὰ κατάθεσιν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἐνὸς ἐγγράφου προσχωρήσεως, ἢ ὁποῖα θὰ ἰσχύῃ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταθέσεώς του.

"Άρθρον 12.

1. Ἐκαστον ὑπογράφον Κράτος, κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς ἢ ἕκαστον προσχωροῦν Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του, θὰ διευκρινίζῃ τὴν περιοχὴν ἢ περιοχάς, εἰς τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν ἡ παρούσα σύμβασις.

2. Ἐκαστον ὑπογράφον Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς του ἢ εἰς οἰοδήποτε μετέπειτα ἡμερομηνίαν ἢ ἕκαστον προσχωροῦν Κράτος, κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου προσχωρήσεώς του ἢ εἰς οἰοδήποτε μετέπειτα ἡμερομηνίαν, διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, δύνανται νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν παρούσαν σύμβασιν καὶ εἰς οἰοδήποτε ἄλλην περιοχὴν ἢ περιοχάς διευκρινιζόμενας εἰς τὴν δηλώσιν καὶ διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις τῆς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνον ἢ διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ἀναλαμβάνῃ εὐθύνας.

3. Οἰοδήποτε θήλωσις γενομένη κατ' ἀκολουθίαν τῆς προηγουμένης παραγράφου δύναται, ὅσον ἀφορᾷ εἰς οἰοδήποτε περιοχὴν ἀναφερομένην εἰς τοιαύτην θήλωσιν, νὰ ἀποσυρθῇ συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τοῦ ἀρθρου 13 τῆς παρούσης συμβάσεως.

"Άρθρον 13.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις θὰ εὐρίσκεται ἐν ἰσχύϊ ἐν' Ἀπείρῳ.

2. Οἰοδήποτε συμβαλλόμενον μέρος δύναται, ἐφ' ὅσον ἐνδιαφέρεται, νὰ ἀποκηρύξῃ τὴν παρούσαν σύμβασιν διὰ εἰδοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

3. Τοιαύτη ἀποκήρυξις θὰ ἐνεργοποιηθῇ ἐξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν παραλαβῆς τῆς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

"Άρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ εἰδοποιῇ τὰ Κράτη Μέλῃ τοῦ Συμβουλίου καὶ οἰοδήποτε Κράτος τὸ ὁποῖον ἔχει προσχωρήσει εἰς τὴν παρούσαν σύμβασιν διὰ:

α) οἰοδήποτε ὑπογραφήν·

β) οἰοδήποτε κατάθεσιν ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως·

γ) οἰοδήποτε ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' ἀκολουθίαν τοῦ ἀρθρου 10 αὐτῆς·

δ) οἰοδήποτε θήλωσιν ληφθισμένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἀρθρου 12·

ε) οἰοδήποτε εἰδοποίησιν ληφθισμένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 13 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἰσχύος τῆς ἀποκηρύξεως.

Εἰς μαρτυρίαν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογραφομένοι, ὄντες νομίμως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν σύμβασιν.

Γενομένη ἐν Λονδίνῳ τὴν 6ην Μαΐου 1969, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Γαλλικὴν καὶ τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων, εἰς ἐνιαῖον σῶμα, τὸ ὁποῖον θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ ἀπαστείλῃ βεβαιωμένα ἀντίγραφα εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραφόντων καὶ προσχωρούντων Κρατῶν.

"Άρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ **ΑΝΔΡΕΑΣ ΑΝΔΡΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ